

CARTE D'IDENTITE OU LAISSEZ-PASSER?

LE PROJET DE DECRET SOUMIS DERNIEREMENT A L'AVIS DE LA COMMISSION INFORMATIQUE ET LIBERTES RELATIF A LA CREATION D'IDENTITE PEUT APPARAÎTRE DE PRIME ABORD COMME UN VOLET PARMİ TANT D'AUTRES, D'UNE NECESSAIRE POLITIQUE DE MODERNISATION. ON INFORMATISE TELLEMENT DE CHOSÉS, POURQUOI PAS CETTE BONNE VIEILLE CARTE ! EN REALITE, SOUS COUVERT DE MODERNISATION ET DE LUTTE CONTRE LA FRAUDE, ON CREE DE TOUTES PIECES, UN ENORME SYSTEME DE CONTROLE DES DEPLACEMENTS QUI TRANSFORME LA CARTE D'IDENTITE EN UNE SORTE DE LAISSEZ-PASSER.



SOUS COUVERT DE MODERNISATION DE LA CARTE, UN ENORME SYSTEME DE CONTROLE DES DEPLACEMENTS

La carte d'identité est aujourd'hui d'usage courant. Elle apparaît comme un document très pratique voire indispensable dans la preuve de l'identité et on voit mal comment on pourrait s'en passer.

C'est oublier que des pays comme l'Angleterre ou les Pays-Bas n'ont pas jugé nécessaire d'y recourir et qu'apparemment, ils ne s'en portent pas plus mal. C'est oublier aussi que cette carte n'est pas obligatoire et que l'on peut apporter la preuve de son identité par tous moyens. Il est utile de réfléchir un instant à ce qui peut bien motiver ce caractère facultatif. Le pouvoir politico-administratif ne nous a pas habitués toujours à autant de délicatesse et se montre d'ordinaire plus directif et autoritaire. Alors, pourquoi cette latitude laissée aux citoyens dans la preuve de leur identité ? On peut en chercher les raisons dans une fibre libérale manière III^e République, de mauvais souvenirs et finalement dans ce que l'on pourrait appeler faute de mieux, une certaine sagesse de nos gouvernants.

Certes, cette sagesse n'a pas toujours été au rendez-vous. Ainsi — et cela fait partie des mauvais souvenirs — le régime de Vichy publiait le 27 octobre 1940, une loi qui stipulait dans son article premier : "Tout Français de l'un ou de l'autre sexe, âgé de plus de 16 ans, ne peut justifier de son identité, soit auprès des autorités administratives ou de police, soit en toute autre circonstance où cette justification est requise, que par la production d'une carte d'identité, dite "carte d'identité de Français", qui est établie sur des formules fournies gratuitement par l'administration et délivrée selon une procédure fixée par décret. Aucun autre titre ne peut en tenir lieu".

Une anecdote mentionnée par un haut fonctionnaire dans un rapport officiel publié en 1975, vaut ici d'être rapportée. M. Pierre Wiehn, inspecteur général de l'administration, écrit dans ce rapport : "Une équipe de jeunes Turcs à laquelle je participais, avait mis au point en 1938 un mirobolant projet de carte d'identité obligatoire des Français à partir de l'âge de 16 ou 18 ans qui, pour l'époque, aurait constitué un incontestable progrès en raison des moyens limités dont disposait la police pour lutter contre la criminalité. Au moment de présenter le décret à la signature du ministre, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur y renonça finalement, nous déclarant que décidément "il ne sentait pas la chose" (sic). Si M. Jean Berthoin avait eu "moins de nez", et se fut laissé convaincre par ses fringants collaborateurs, qu'en aurait-il été deux ans plus tard de la Résistance ? Les Allemands n'ayant naturellement rien de plus pressé dès leur entrée dans Paris, que de faire main basse sur le fichier central de la carte d'identité des Français".

L'histoire, on le voit, est décidément pleine d'enseignements. Le projet gouvernemental d'informatisation modifie totalement la finalité de la carte d'identité. La carte dans ce projet, est moins un titre permettant de faire la preuve de son identité, qu'un titre nécessaire à une libre circulation. Ce changement de finalité n'est pas avoué comme tel, encore moins explicité. Il s'opère en douceur, sans qu'on y prenne garde, à l'occasion du recours à une nouvelle procédure technique. La même opération avait été faite au moment de l'affaire SAFARI, de triste mémoire, où l'on avait voulu profiter de l'automatisation du numéro INSEE pour interconnecter l'ensemble des fichiers de personnes. Ce pourrait être une loi : les nouvelles fonction-



POUR LA CNIL

LA CARTE D'IDENTITE DOIT RESTER UNE CARTE D'IDENTITE

nalités offertes par la technique sont toujours utilisées dans un premier temps, à des fins militaires ou à des fins de contrôle social. La démonstration risquent d'être fort longue, il faut aller au plus presser et pointer ce qui aujourd'hui est nouveau et sera vraisemblablement utilisé. Il s'agit de la lecture automatique à distance de caractère dactylographiée, même sans piste optique ou magnétique.

En schématisant, l'architecture du système proposé repose sur deux bases.

Première base : une loi qui rend obligatoire les contrôles d'identité en toutes circonstances "pour prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens". C'est aujourd'hui chose faite. Après sa validation par le Conseil constitutionnel, cette loi qui fait du refus de se prêter aux vérifications un délit, est désormais applicable.

Deuxième base : la constitution d'un fichier de population consultable immédiatement par la police et la gendarmerie, en tous points du territoire. Ce fichier national constitué à l'occasion de la délivrance des nouvelles cartes est une sorte d'état-civil parallèle avec pour chaque Français, le numéro de carte, le nom, le prénom, la date de naissance, le sexe, la nationalité, le domicile. Un relevé d'empreinte digitale doit permettre de trancher en cas de litige. Le fichier ainsi constitué permet d'identifier avec une grande sûreté et à distance, toute personne. Par exemple, il peut servir à rechercher l'identité exacte ou le domicile d'un suspect. Il peut en outre, être interconnecté avec le fichier des personnes recherchées. Aussi bien, la lecture automatique de la carte sert de clé d'accès à ce fichier des personnes recherchées, qui comprenait il y a peu, 400 000 personnes loin de représenter toutes, de dangereux délinquants.

On le voit, ici la carte d'identité n'est qu'une pièce d'un énorme système de contrôle qui modifie profondément la réglementation jusqu'ici en vigueur. Sous prétexte de lutte contre le terrorisme et de contrôle de l'immigration, on tend à considérer désormais tout un chacun comme un suspect potentiel qui doit pouvoir à tout moment, faire la preuve de son identité. On n'est pas a priori présumé innocent et libre de circuler comme on l'entend, avec ou sans papier. Non, on est dorénavant présumé suspect et sommé à ce titre, dans toutes circonstances, d'apporter la preuve que l'on est un citoyen au-dessus de tout soupçon. Ce régime de la suspicion généralisée rendra obligatoire de facto la nouvelle carte seule à même d'établir sérieusement notre identité. Grâce à sa lecture automatique, la police pourra procéder instantanément et sur une grande échelle, au contrôle des déplacements et des accès. La carte d'identité se change en une carte de laissez-passer. Sa présentation est obligatoire aux frontières et lors des embarquements en avion ou en train. On peut imaginer qu'elle sera demain indispensable pour participer à certaines manifestations ou accéder à certains lieux que l'on voudra protéger de

population à haut-risque ou tout simplement, inopportunes. La réforme envisagée méritait à l'évidence une loi s'agissant d'un projet qui concerne directement les garanties données aux citoyens dans l'exercice des libertés publiques au sens de l'article 34 de la Constitution. Le gouvernement, après avoir hésité à choisir la voie plus rapide et peut-être, plus sûre d'un décret devant être soumis selon les termes de la loi du 6 janvier 1978, à l'avis de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés). Saisie fin mai, la Commission a donné son avis le 1^{er} juillet 1986. Cet avis montre que cette institution a essayé de jouer honnêtement le rôle de contre-pouvoir qui est le sien et sans s'opposer frontalement au projet gouvernemental, d'en gommer les aspects les plus choquants. La logique policière et inquisitoriale du projet se voit revue et corrigée par une autre logique : celle du nécessaire respect des droits de la personne.

Dans son examen, la Commission se réfère au principe de finalité. Un fichier ou un système électronique est créé dans un but. Il s'agit dès lors de savoir si ce but, cette finalité justifient les procédures mises en place. A quoi sert une carte d'identité ? A apporter la preuve de son identité. Point final. Aussi bien qu'on l'informatise ou non, qu'on crée un fichier ou non, on ne doit pas s'écarter de cette finalité. Une carte d'identité doit rester une carte d'identité. Cette lapalissade est ici de grande portée et motive les principales réserves de la Commission. Première

réserve : il est hors de question que la police et la gendarmerie puissent accéder au fichier informatisé de gestion des cartes réservé aux seules autorités administratives compétentes en la matière. La durée de conservation des informations de ce fichier doit faire l'objet de mesures de sécurité particulièrement efficaces, ne devrait pas excéder 15 ans. En l'état, la Commission ne voit pas l'utilité de la prise d'empreintes digitales. Un sous-produit du fichier concernant les cartes perdues, volées ou usurpées pourra être mis à la disposition de la police. Deuxième réserve : la lecture automatique de la carte ne doit en aucune façon permettre la constitution de fichiers ou leur enrichissement. Cette lecture ne pourra servir de clé d'accès au fichier des personnes recherchées, qu'après examen par la Commission de ce dernier fichier pour l'instant sans base légale et dont le caractère fourre-tout peut être préjudiciable. Après l'examen de la Commission, deux choses restent potentiellement liberticides : un fichier central de population qui n'existait pas jusqu'alors, une liaison directe établie entre la nouvelle carte et un fichier des personnes recherchées dont la définition s'avère par nature, malcommode. Sur le premier point, en suivant la logique même de la CNIL, il serait bon d'éliminer d'un fichier central ouvert à toutes les convoitises, l'information sur le domicile. On peut penser en effet que cette information très sensible n'est pas indispensable dans l'établissement de l'identité. En ce qui concerne le second sujet d'inquiétude, la CNIL rappelle que la nouvelle carte n'est pas obligatoire et que la preuve de l'identité peut être apportée par tous les moyens. Il serait bon ici de réfléchir sérieusement à ses autres moyens afin que la nouvelle carte ne devienne pas en fait, le seul moyen de prouver son identité.

LES LIMITES DE L'ACTION DE LA CNIL

L'avis de la CNIL, même s'il n'est que consultatif, a toutes les chances d'être suivi. Du moins formellement avec toujours la tentation de le contourner. Le flou technique qui entoure aujourd'hui l'opération laisse à cet égard beaucoup de possibilités ouvertes. Par ailleurs, l'expérience de carte d'identité Bonnet de 1980 ne manque pas d'être troublante. Malgré les recommandations de la Commission le décret de création de cette carte rusait avec la notion d'interconnection et oubliait de préciser un point essentiel : l'interdiction de l'accès au système pour autre chose que l'établissement des cartes.



On sait qu'en octobre 1981, le gouvernement Mauroy, avec une exception notoire pour les étrangers, condamnait sans appel cette carte informatisée. Vertu de l'alternance ! L'opposant socialiste qui s'était déclaré très hostile à la carte Bonnet, arrivé au pouvoir, fait ici preuve d'une belle cohérence. Pourquoi ne pas espérer les mêmes vertus d'une nouvelle alternance et une remise en cause radicale ?

Tout simplement parce que l'opposant socialiste d'aujourd'hui adopte dans sa critique un profil bas comme s'il s'était lui aussi laissé gagner par l'air du temps sécuritaire. Il est vrai que devant certaines agressions, certaines violences aveugles qui frappent n'importe où, il est difficile d'y échapper à cet air du temps. Cela peut déboucher sur de graves périls désignés parfaitement par R. Mehl en conclusion d'un article sur le terrorisme : "La plus grande victoire des terroristes serait qu'ils nous imposent leurs méthodes et leurs mœurs et que, sans y prendre garde, sous le prétexte légitime d'assurer une plus grande sécurité des personnes, nous tuions de nos propres mains nos libertés". Le plus grand danger pour nos démocraties occidentales serait qu'apparaisse un jour ou l'autre un terrorisme d'Etat".

ANDRE VITALIS